

dans les élections. Comme je n'aurai peut-être pas d'autre occasion, je profite de celle-ci, afin de mettre certains députés de la gauche, à même de contredire les déclarations qu'ils ont pu faire ailleurs, au sujet de certaines subventions accordées dans le comté que j'ai l'honneur de représenter. En mars dernier, la gauche craignait des élections prochaines. L'honorable député de Bothwell (M. Mills) est allé adresser la parole aux commettants de l'honorable député de Wellington-nord (M. McMullen), et au cours de ses remarques, il accusa le gouvernement d'avoir accordé des subventions dans certains comtés dans l'unique but d'assurer l'élection de ses candidats ; et j'étais un de ceux qu'il a mentionnés. Il blâmait l'octroi d'une subvention de \$3,200 par mille pour un chemin de fer de 16 milles entre Tilsonburg et Port-Burwell, dans Elgin-est. Voici à peu près la teneur de ses remarques, telles que rapportées dans une lettre que m'a adressée un électeur qui a assisté à l'assemblée.

ARTHUR, 25 mars 1895.

M. INGRAM, M.P.

CHER MONSIEUR.—L'honorable M. Mills est venu parler pour M. J. McMullen, M.P., de Wellington-nord, dans la salle municipale, lundi soir, et au cours de ses remarques il a parlé d'une ligne de chemin de fer construite dans votre comté, allant de Tilsonburg jusqu'au lac, et qui a reçu du gouvernement une subvention de \$3,200 par mille.

Il a prétendu que cette subvention n'avait d'autre but que d'assurer votre élection contre M. Wilson, et qu'un homme de trente ans pourrait, sans se fatiguer, porter sur son dos tout le trafic qui se fait sur cette ligne ; que ce chemin traverse une région de sable aride qui ne produit rien ; que le chemin ne payait pas ses dépenses. Comme je ne crois pas qu'il y ait un chemin comme cela au Canada, j'ai décidé de vous écrire pour avoir des renseignements. Si vous pouvez vous les procurer, veuillez me les communiquer et obliger.

Votre tout dévoué,

R. MARTIN.

Sachant que cette accusation était fausse sous tous les rapports, mais voulant bien m'assurer qu'on ne prêtait pas à l'honorable député de Bothwell des paroles qu'il n'avait pas dites, j'ai demandé à mon correspondant de faire corroborer sa déclaration par deux ou trois personnes responsables du village d'Arthur. J'ai reçu la réponse suivante le 4 avril 1895.

ARTHUR, Ont., 4 avril 1895.

A. B. INGRAM, écr.

CHER MONSIEUR.—Nous électeurs, soussignés, certifions que nous assistions à l'assemblée tenue dans la salle municipale, lundi soir, le 25 mars, que nous avons entendu l'honorable M. Mills et que les expressions contenues dans la lettre que vous a adressée M. R. Martin, sont absolument celles dont M. Mills s'est servi, autant qu'il est possible de se les rappeler de mémoire.

(Signé) WILLIAM EDEN,

Ex-préfet, Arthur Tp.

J.-D. CALLAGHAN,

Entrepreneur

GEORGE SMITH,

Cultivateur.

M.-M. McMARTIN,

Procureur.

FLORENCE SMITH,

Agent.

WILLIAM TERNAN,

Fermier.

Tous ces électeurs corroborent les paroles dont s'est servi l'honorable député dans cette circonstance. Voyons maintenant si elles sont ou non conformes aux faits. J'ai été élu le 5 mars 1891 ; l'élection a été annulée, en décembre 1891 ; j'ai été réélu le 12 février 1892. La première subvention a été votée le 9 juillet 1892. Il est évidemment

M. INGRAM.

faux que cette subvention ait pu avoir la moindre influence sur mon élection, vu que le gouvernement ne l'a accordée que plusieurs mois après. Cette subvention fut votée de nouveau le 23 juillet 1894.

Je regrette que le ministre des Chemins de fer ne soit pas à son siège pendant que je donne ces explications, car si les honorables députés de la gauche jugent à propos de lancer des accusations que rien ne justifie, nous avons le droit de les défier de prouver leurs dires devant la Chambre, afin que le public ne soit pas induit en erreur, lorsque nos adversaires blâment le gouvernement d'accorder des subventions dans différents comtés.

On a souvent accusé les libéraux de décrier le pays, et l'accusation est vraie si l'honorable député a prononcé les paroles qu'on lui prête, s'il a dit que cette ligne traverse un pays qui ne produit que du sable. Qu'il vienne répéter cela dans Elgin-est, et il s'apercevra bientôt que ses paroles auront plus d'effet que son opposition à l'octroi des subventions. Pour démontrer que le gouvernement avait raison de subventionner cette ligne, je puis dire que le gouvernement d'Ontario à la dernière session a accordé une subvention de \$2,000 par mille au chemin de fer de Tilsonburg et Port-Burwell. Pourquoi le gouvernement l'a-t-il fait ? Parce qu'il a compris que cette partie du pays avait besoin d'un chemin de fer. Tous ceux qui s'occupent un peu des affaires d'Ontario savent que ce gouvernement a toujours eu pour principe de ne pas donner de subventions pour les chemins de fer dans les parties colonisées de la province, mais ayant reconnu l'importance d'une voie ferrée dans cette partie du pays, il s'est départi de sa politique ordinaire et accordé une subvention de \$2,000 par mille.

Je vois avec plaisir l'honorable député de Bothwell à son siège. S'il n'a pas prononcé les paroles qu'on lui prête, qu'il les désavoue. Qu'il fasse l'une ou l'autre chose. S'il nie avoir prononcé ces paroles qu'il s'arrange avec l'honorable député de Wellington-nord, mais elles sont fausses pour ce qui concerne le comté d'Elgin. Comme le chemin n'est pas encore construit, il est impossible qu'un homme de trente ans puisse porter sur son dos tout le trafic qui s'y fait.

M. MILLS (Bothwell) : Je désire déclarer, M. l'Orateur, que je n'ai jamais dit qu'il existait un chemin de fer entre Tilsonburg et Port-Burwell.

M. INGRAM : Qu'est-ce que vous avez dit ?

M. MILLS (Bothwell) : Je réponds à la lettre que l'honorable député a citée. Je sais qu'il n'y a pas de chemin de fer à cet endroit, et je n'ai jamais dit qu'il y en avait un ; je n'ai pas parlé non plus de la quantité de trafic qui s'y faisait. J'ai dit que le gouvernement proposait de subventionner à cet endroit une ligne qui ne serait jamais construite ; qu'il n'y avait pas dans cette section un trafic suffisant pour maintenir un chemin de fer, et de plus qu'on se proposait de subventionner cette ligne pour aider l'honorable député au cas où il y aurait une élection. Et je le dis encore à présent.

M. INGRAM : Je nie cela.

M. MILLS (Bothwell) : L'honorable député sait qu'il est impossible de construire un chemin de fer à cet endroit avec l'espoir raisonnable qu'il pourra payer ses dépenses, et partant, il sait aussi que si